

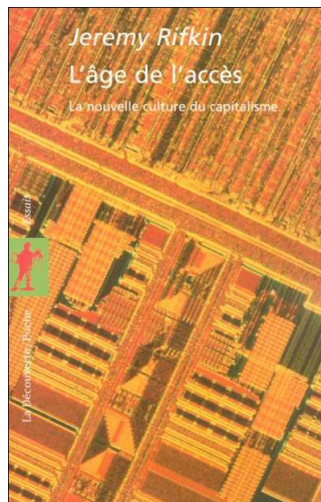
Observatoire du Management Alternatif
Alternative Management Observatory

Fiche de lecture

L'Âge de l'accès

Jeremy Rifkin

2000



François Bottollier-Depois – Janvier 2012
Majeure Alternative Management – HEC Paris – 2011-2012

L'Âge de l'accès - La nouvelle culture du capitalisme

Cette fiche de lecture a été réalisée dans le cadre du cours « Histoire de la critique » donné par Eve Chiapello et Ludovic François au sein de la Majeure Alternative Management, spécialité de troisième année du programme Grande Ecole d'HEC Paris.

La découverte / Poche, Paris, 2005

Première date de parution de l'ouvrage : 2000

Résumé : L'Âge de l'accès étudie les mutations du capitalisme industriel vers un « capitalisme culturel ». L'économie devient de plus en plus virtuelle, la propriété est remplacée par l'usage, les marchés par des réseaux. Ce mouvement de virtualisation s'étend à tous les niveaux de la vie de l'individu : les rapports humains sont marchandisés, la culture devient un bien monétisable. Ainsi, fait-on face à un « hypercapitalisme » grâce auquel le marché poursuit son mouvement d'extension : comme les *enclosures* faisaient entrer les terres dans le capitalisme, le marché de l'accès aux services culturels fait entrer la vie familiale, culturelle, politique dans le champ du marchand. C'est pourquoi l'auteur plaide pour une modification du droit de propriété, vers un « droit d'accès » pour tous, et un développement du tiers-secteur.

Mots-clés : Capitalisme culturel, Réseau, Marchandisation, Encastrement, Propriété

The Age of access - The New Culture of Hypercapitalism - Where All of Life is a Paid-for Experience

This review was presented in the “Histoire de la critique” course of Eve Chiapello and Ludovic François. This course is part of the “Alternative Management” specialization of the third-year HEC Paris business school program.

La découverte / Poche, Paris, 2005

Date of first publication : 2000

Abstract : The Age of access studies the mutations from an industrial capitalism to a cultural one. Economies are more and more virtual, property is replaced by use, markets by networks. This virtualization movement extends to the whole life of any individual: human relations are commoditized, culture becomes monetizable. We have to cope with a “hypercapitalism” that is characterized by an extension of market logics. In the same way that land was commoditized and monetized with the enclosure movement, the market of the access to cultural services leads to a commoditization of the familial, cultural and political spheres of life. The author advocates substantial modifications of the property right, and defends a “right of access” to everybody as well as an extension of the third sector.

Key words : Cultural capitalism, Network, Commodification, Embeddedness, Property

Charte Ethique de l'Observatoire du Management Alternatif

Les documents de l'Observatoire du Management Alternatif sont publiés sous licence Creative Commons <http://creativecommons.org/licenses/by/2.0/fr/> pour promouvoir l'égalité de partage des ressources intellectuelles et le libre accès aux connaissances. L'exactitude, la fiabilité et la validité des renseignements ou opinions diffusés par l'Observatoire du Management Alternatif relèvent de la responsabilité exclusive de leurs auteurs.

Table des matières

1. L'auteur et son œuvre	4
1.1. Brève biographie	4
1.2. Place de l'ouvrage dans la vie de l'auteur	5
2. Résumé de l'ouvrage	6
2.1. Plan de l'ouvrage	6
2.2. Principales étapes du raisonnement et principales conclusions	7
2.2.1. Partie 1 : La nouvelle frontière capitaliste.....	7
2.2.2. Partie 2 : La privatisation de la sphère culturelle.....	11
3. Commentaires critiques	14
4. Bibliographie de l'auteur.....	17
5. Références.....	18

1. L'auteur et son œuvre

1.1. Brève biographie

Jeremy Rifkin est un essayiste, conseiller politique et activiste américain, né en 1945. Il a un diplôme d'économie de la Wharton School de l'Université de Pennsylvanie et un diplôme d'affaires internationales de la Fletcher School of Law and Diplomacy de l'Université de Tufts.

Un activiste

Sa carrière d'activiste commence dans les années 1960 et 1970 par la participation à des manifestations étudiantes contre la Guerre du Vietnam, et par l'organisation d'une manifestation contre les compagnies pétrolières.

Un penseur et essayiste

En 1977, il fonde la FOET (Fondation sur les Tendances Economiques), un *think tank* américain dont l'objectif est d'étudier les tendances scientifiques et technologiques et leur impact sur l'environnement, l'économie, la culture et la société¹. Comme le reflète son site internet, la FOET est une organisation centrée sur les travaux de Jeremy Rifkin.

Un conseiller politique

L'auteur a également eu des fonctions de conseiller politique, principalement en Europe : il est depuis dix ans conseiller pour l'Union Européenne (UE) ; il a conseillé la présidence espagnole de l'UE, ainsi que Nicolas Sarkozy (France), Angela Merkel (Allemagne), Jose Socrates (Portugal) et Janez Jansa (Slovénie) lors de la présidence par leur pays de l'UE².

¹ « Mission Statement », The Office of Jeremy Rifkin - The Foundation on Economic Trends, <http://www.foet.org/mission-statement.html>.

² « Jeremy Rifkin », The Office of Jeremy Rifkin - The Foundation on Economic Trends, <http://www.foet.org/JeremyRifkin.htm>.

1.2. Place de l'ouvrage dans la vie de l'auteur

L'ouvrage est un essai, publié en 2000 aux États-Unis aux éditions Putnam à New York. Il a été traduit en français la même année et publié aux éditions La Découverte.

L'ouvrage étudié est une réédition au format Poche qui date de 2005. C'est un ouvrage de 397 pages, structuré en deux grandes parties et douze chapitres.

Lorsque paraît cet ouvrage, Jeremy Rifkin bénéficie déjà d'une grande notoriété, qu'il doit notamment au succès de son livre La Fin du travail (préfacé dans son édition française par Michel Rocard) en 1996³. Il y faisait la prédiction, avec le développement de l'ère de l'information et la fin de l'ère industrielle, de la « fin du travail », d'une disparition des emplois de la classe moyenne et de l'inutilité, à plus ou moins long terme, de la population active. Il plaidait ainsi pour des réformes visant d'une part à la diminution importante du temps de travail (semaine de trente-deux heures), et d'autre part au développement du tiers-secteur qui devait prendre le relais du marchand, car « il y a une vie après le marché ».

L'ouvrage que nous étudions ici est dans la lignée de La Fin du travail : il y reprend la plupart des grandes idées, mais en supprimant celle de la « fin du travail », cette prophétie étant mise à mal par le développement de l'industrie culturelle. Mais les grands thèmes, comme nous le verrons restent identiques.

Cet ouvrage peut ainsi être qualifié d'essai politique : malgré ses multiples références et la solidité de ses analyses historiques, politiques, sociologiques et économiques, il ne s'appuie pas sur une méthodologie scientifique. Au contraire, il tente d'attirer l'attention sur des futurs possibles, afin de prendre les mesures politiques nécessaires : c'est de la prospective orientée dans une perspective politique.

³ Notre résumé se base sur la fiche de lecture de Fabrice Gallet : <http://membres.multimania.fr/fabriceg95/FG-FL-rifkinlafindutravail.htm>

2. Résumé de l'ouvrage

2.1 Plan de l'ouvrage

L'ouvrage se divise en deux grandes parties et douze chapitres.

Partie 1 : La nouvelle frontière capitaliste

1. *Au seuil de l'âge de l'accès*
2. *Des marchés aux réseaux*
3. *Une économie en apesanteur*
4. *Vers le monopole des idées*
5. *Quand tout devient service*
6. *La marchandisation des rapports humains*
7. *L'accès comme style de vie*

Partie 2 : La privatisation de la sphère culturelle

8. *La nouvelle culture du capitalisme*
9. *L'exploitation du filon culturel*
10. *Le théâtre de la post-modernité*
11. *Les connectés et les déconnectés*
12. *Pour une écologie de la culture et du capitalisme*

2.2 Principales étapes du raisonnement et principales conclusions

2.2.1. Partie 1 : La nouvelle frontière capitaliste

1. Au seuil de l'âge de l'accès

Le premier chapitre fait office d'introduction dans laquelle l'auteur présente les principales idées qui seront développées plus loin : nous sommes au commencement d'une nouvelle ère dans laquelle « les réseaux prennent la place des marchés et la notion d'accès se substitue à celle de propriété ». La propriété est en train de mourir, et sera remplacée par la location, le *leasing*, la concession, le droit d'admission, le droit d'adhésion ou d'abonnement : autrement dit par un droit d'usage provisoire. En pratique, alors que le capitalisme industriel fournissait un service gratuit avec un bien payant, ce nouveau capitalisme « culturel » fournira un bien gratuit accompagné d'un service payant.

Et, contrairement à ce que l'on pourrait penser, cette disparition de la propriété est vue de façon très négative par l'auteur. Cela va en effet entraîner une concentration de la richesse et du pouvoir, une marchandisation du culturel (chaque moment de la vie aura une valeur marchande potentielle) et ainsi un « nouveau type d'être humain » aux identités provisoires et à la « personnalité multiple ». Les rapports sociaux et culturels traditionnels seront remplacés par des relations monétaires, ce qui risque de faire disparaître la culture : « les ressources culturelles ne sont pas moins menacées de surexploitation et d'épuisement que ne l'ont été les ressources naturelles pendant l'ère industrielle ».

2. Des marchés aux réseaux

Avec le développement des différents réseaux électroniques, l'économie ne sera plus animée par l'exclusion des autres (comme c'est le cas de l'économie fondée sur la propriété) mais par les relations mutuelles : il s'agira pour les entreprises d'accroître leurs chances de succès par la mutualisation de leurs ressources (mise en commun des coûts de recherche et développement par exemple).

Le consommateur ne sera plus animé par la volonté de possession (et donc d'exclusion d'autrui), mais par la volonté « d'accès provisoire à des marchés simulés et des états de conscience altérés ».

3. Une économie en apesanteur

Jeremy Rifkin décrit ici un déclin progressif de la propriété. C'est tout d'abord un déclin de l'immobilier, tant pour l'entreprise (dans laquelle l'espace privé de travail laisse la place à un espace public de rencontre) que pour les individus. C'est par ailleurs un déclin des stocks (pratiques du « juste-à-temps »), une dématérialisation de l'argent, une « fin de l'épargne ». Les entreprises tentent de se débarrasser d'un capital devenu encombrant pour « une vie en location », par les pratiques du *leasing* et du *lease-back* (une entreprise vend son capital pour le louer), et par une sous-traitance généralisée. Les entreprises, à l'instar de Nike, deviennent « virtuelles » : ce sont des points d'intersection au milieu d'un réseau.

Le seul « patrimoine » qui compte dans cette économie du vingt-et-unième siècle est « l'imagination humaine », comme l'atteste la dé-corrélation croissante entre la valeur boursière et la valeur comptable. Cela amène ainsi à se poser la question d'un renouvellement des méthodes comptables pour inclure l'immatériel.

Rifkin s'interroge alors sur le danger d'une telle marchandisation de l'immatériel :

« Quand la pensée humaine devient une marchandise aussi précieuse, qu'advient-il des idées qui, malgré leur importance, n'ont pas de potentiel commercial immédiat ? ».

4. Vers le monopole des idées

C'est à une révolution du système capitaliste que l'on assiste :

« Par un étrange paradoxe de l'histoire, le système capitaliste, qui reposait sur l'expansion des marchés et l'échange des droits de propriété entre acheteurs et vendeurs, est aujourd'hui en train d'effectuer une déconstruction systématique de ses principes et de ses institutions fondamentaux. Le capitalisme est en passe de se réinventer et d'abandonner peu à peu l'économie de marché traditionnelle au profit de l'économie en réseau ».

L'auteur donne l'exemple du développement très important des franchises. Dans ce système, l'entreprise se place non plus comme propriétaire d'actifs et employeur de salariés, mais comme nœud d'un réseau ; elle ne fournit plus directement un bien ou un service, mais fait payer une redevance pour un « concept » abstrait. Dans ce système, la frontière entre le commerçant ou chef d'entreprise et le salarié devient flou : le propriétaire d'un restaurant franchisé est-il réellement indépendant ? Pour Jeremy Rifkin, ce système de franchises est amené à se développer, jusqu'à entraîner « la disparition d'un nombre croissant de petites entreprises indépendantes aux États-Unis et dans le reste du monde ».

Ce monopole des idées sur le réel s'étend à tout, y compris à l'ADN : tout se brevète, jusqu'à supprimer toute notion de propriété. Ainsi, les agriculteurs et les éleveurs ne sont-ils plus propriétaires de leurs semences ni de leurs animaux, ils utilisent un brevet : ils ont accès à un bien intellectuel. L'exemple de la « technologie Terminator » de Monsanto est longuement développé : il s'agit d'une technologie (jamais employée sous la pression des agriculteurs) qui rendait stériles les plantes afin d'empêcher la « violation » par les agriculteurs des droits de la firme.

5. Quand tout devient service

Jeremy Rifkin décrit ici ce qu'il convient aujourd'hui d'appeler « l'économie de la fonctionnalité » : la disparition progressive de la propriété pour la remplacer par l'usage. C'est notamment le cas des voitures, qui représentaient pourtant tout au long du vingtième siècle un idéal de propriété en Occident. Aujourd'hui, un constructeur automobile a plus intérêt à vendre un service tout au long de la vie de l'individu, et donc d'avoir un très bon rapport avec ses clients, qu'à vendre une automobile.

Pour l'auteur, on assiste aujourd'hui à une « *enclosure* » du culturel : comme la propriété privée de type capitaliste a été imposée aux biens communs que sont les terres, le marchand est aujourd'hui étendu à la sphère privée et à la culture.

6. La marchandisation des rapports humains

Ainsi, tous les aspects de l'existence sont-ils peu à peu transformés en marchandises : « le marché, c'est le client ». L'auteur utilise la notion de LTV (*Lifetime Value*) développée par le marketing, qui implique que chaque moment de vie peut être une source de revenus pour l'entreprise : dans l'économie du vingt et unième siècle, la production n'a plus vraiment d'importance ; c'est au contraire le marketing qui est privilégié, pour ne manquer aucun de ces moments de vie des individus.

Ainsi, les communautés sociales sont-elles remplacées, par la force du marketing, par des communautés marchandes : le voisinage, la parenté, la culture, la religion, l'engagement civique entrent maintenant dans le champ des marchandises. Ce phénomène effraie l'auteur, d'autant que cela ne semble effrayer que lui :

« Au cours des dernières années, la déréglementation des services publics et la privatisation de nombreux secteurs dépendant précédemment de l'État ont donné lieu à de nombreuses controverses. En revanche, la tendance à l'absorption de la sphère privée individuelle par la logique du marché est passée relativement inaperçue ».

7. L'accès comme style de vie

Un exemple flagrant de cette marchandisation du social est donné par les « communautés résidentielles fermées » (les *gated communities*) qui se développent outre-Atlantique, à tel point qu'elles peuvent aujourd'hui rivaliser avec les collectivités locales en nombre de membres et donc en pouvoir. Ce sont des « styles de vie à louer » : on n'est plus vraiment propriétaire de son terrain et de son habitation, mais simplement de l'espace habitable ; le reste est en location à une société privée qui garantit l'accès à une communauté et à un style de vie. Ce développement serait lié à la fin de la croissance du marché immobilier, qui ne serait dès lors plus considéré comme un bon placement.

Les conséquences sont importantes : cela entraîne en effet une perte de « l'ethos du propriétaire » (qui prend soin de son bien) et une perte d'identité territoriale (donc une perte de culture). De surcroît, ces communautés étant privées, elles ne sont en rien démocratiques : les règles de vie sont certes choisies au moment de l'entrée dans la communauté, mais elles ne sont jamais discutées démocratiquement ; les décisions sont prises au sein de l'entreprise, à la gouvernance de laquelle les habitants ne sont pas invités.

2.2.2. Partie 2 : La privatisation de la sphère culturelle

8. *La nouvelle culture du capitalisme*

La nouvelle culture du capitalisme est fondée sur la « communication », mais dans un sens bien spécifique, nouveau et restreint : la communication n'est pas un échange, mais une simple transmission de message, comme un moyen pour l'entreprise d'atteindre un consommateur par le biais du marketing. Et cela provoque « l'enclosure de notre patrimoine culturel commun », car l'accès à la culture et à la communauté (et de façon parallèle l'exclusion) n'est plus social mais marchand.

Le capitalisme devient donc culturel, non pas en ce qu'il produit de la culture, mais en ce qu'il *fournit un accès à une culture marchandisée* : le tourisme, tel qu'inventé par Thomas Cook, est une marchandisation de l'expérience culturelle, qui provoque une privatisation des lieux de culture. Le centre commercial, lieu privé dans lequel n'existent pas de droits civiques, devient également le lieu principal de l'expérience culturelle ; la culture devient distraction : « every business is show business », le travail de l'entreprise devient une théâtralisation des activités marchandes.

9. *L'exploitation du filon culturel*

Dans une industrie dans laquelle on vend de l'expérience, de l'excitation et de l'émotion (passives comme dans le cinéma, ou participantes comme dans le cyberspace), la place de choix est celle du *gatekeeper*, du « passeur » qui contrôle les accès et les tendances. Si l'ouvrage avait été écrit quelques années plus tard, nul doute que Rifkin donnerait l'exemple de Google ou de Facebook, qui en étant le point d'accès des individus aux contenus, recensent l'information qui leur permet de devenir des « intermédiaires culturels ».

10. Le théâtre de la post-modernité

Dans ce nouveau capitalisme culturel, l'individu est « protéiforme » :

« Complètement à l'aise dans le cyberspace, où ils passent une partie de leur vie, connaissant parfaitement le fonctionnement de l'économie en réseau, plus intéressés par l'accumulation d'expériences excitantes et distrayantes que par l'accumulation d'objets, capables d'interagir simultanément dans des univers parallèles, prêts à changer de personnalité pour s'adapter à de nouvelles réalités – authentiques ou simulées –, ces hommes et ces femmes de type nouveau ne ressemblent guère à leurs parents et leurs ancêtres bourgeois de l'ère industrielle ».

Dans l'ère postmoderne décrite dans cet ouvrage, la réalité n'est plus stable et connaissable, les projets ne peuvent plus être objectifs : c'est le règne de l'aléatoire et du jeu. L'individu devient plus transparent, il a moins de surmoi : c'est le « triomphe de l'inconscient » ; la télévision et le cyberspace se confondent avec la réalité. L'apparence et la « personnalité » priment sur les possessions.

L'individu devient changeant : « d'un être autonome existant dans l'espace, on passe peu à peu à un récit relationnel en constante évolution à travers le temps ». La conscience est fragmentée. Il peut en découler un effet positif : les individus sont plus ouverts à l'échange, plus tolérants, moins enclins à la lutte et à la guerre.

11. Les connectés et les déconnectés

Un problème majeur de ce capitalisme culturel provient des inégalités qu'il provoque. Les entreprises qui contrôlent l'infrastructure communicationnelle et les points d'accès sont les « nouveaux magnats », qui ont la connaissance des individus et donc le pouvoir marketing (sur la LTV). Avec la déréglementation des télécommunications et des médias et le passage de biens publics à patrimoine privé, ces magnats sont des entreprises privées.

Or, cette suppression des médias comme biens publics engendre des inégalités dans l'accès : les « exclus du paradis électronique » sont bien évidemment tous les habitants des pays pauvres non connectés, mais également ceux qui, dans les pays riches, ne sont pas connectés.

Il y a donc un combat politique (« la droite et la gauche de l'accès ») pour savoir si l'accès au réseau doit être libre.

12. Pour une écologie de la culture et du capitalisme

Dans ce dernier chapitre, Jeremy Rifkin passe de l'analyse à la proposition politique. Il faut en effet répondre à la question suivante : quelle doit être la « nouvelle définition du sens de notre humanité » ?

Il faut tout d'abord créer une « nouvelle théorie des droits » : « dans un univers de complexité et d'interdépendance, la forme la plus importante de propriété est 'le droit individuel de ne pas être exclu de l'usage ou de la jouissance des ressources productives accumulées par toute la société'⁴ ».

Ainsi, et c'est toute l'ironie de l'évolution du capitalisme, faudrait-il revenir à une définition de la propriété telle qu'elle existait avant le capitalisme, avant les *enclosures* : une propriété incluant un droit de ne pas être exclu, un « droit à l'accès » pour tous. Tout comme, avant les *enclosures*, un propriétaire terrien ne pouvait pas exclure d'autres individus de l'usage de sa terre, un propriétaire de service ne pourrait pas en interdire l'accès à tous.

Aujourd'hui, on a accès à ou on exclu d'un bien ou d'un service culturel principalement par un contrat social, et non par un contrat commercial. Afin de limiter l'extension du marchand et par là afin de protéger la culture (notamment pour qu'elle ne soit pas surexploitée par le marché), il faut encourager le développement d'un « troisième secteur », qui devra « revitaliser la culture ». Ce troisième secteur devra notamment protéger la culture de la même façon qu'il faut protéger la biodiversité, il devra re-dynamiser les rapports au territoire. Il devra être politisé, afin que les décisions culturelles ne soient ni abandonnées au marché, ni abandonnées au fondamentalisme. Enfin, l'auteur insiste sur l'importance de l'éducation, qui doit déborder de la fonction d'adaptation des enfants au marché pour prendre en compte les éléments culturels (importance de l'éducation civique).

⁴ Jeremy Rifkin cite Crawford MacPherson, *Democratic Theory: Essays in Retrieval*, Carendon, Oxford, 1973, p. 125.

3. Commentaires critiques

Fourmillant d'exemples et de prises de recul historiques, *L'Âge de l'accès* est une démonstration très puissante du point de vue de Jeremy Rifkin. La démonstration très argumentée d'une mutation (l'accès) et d'un approfondissement (l'encastrement) concomitants du capitalisme liés à sa dématérialisation est très convaincante. Cependant, deux points affaiblissent l'argumentation : l'ancrage fort dans un présent vite dépassé, et l'aspect déterministe qui soutient sa dimension politique.

Le point de départ de l'argumentation, la dématérialisation de l'économie, ne peut pas aujourd'hui être remis en cause en tant que tendance générale du capitalisme : développement des nouvelles technologies, des réseaux sociaux, prise d'importance des *gatekeepers* comme Google ou Facebook, développement de la part dématérialisée de la consommation. Mais il convient de noter que l'ouvrage a été écrit juste avant l'éclatement de la « bulle internet », qu'il ne semblait pas avoir anticipé : la dématérialisation est sans doute plus lente qu'il n'y paraissait. Notamment, la dé-corrélation entre la valeur financière d'une entreprise et sa valeur comptable (liée au poids croissant de l'immatériel) n'est pas si forte sur le long terme, comme les différents effondrements boursiers ont pu le montrer : la théorie « Q » de James Tobin n'est pas complètement dépassée.

Quoi qu'il en soit, cela ne remet pas en cause le fond de l'argumentation de Jeremy Rifkin.

La question que peut nous poser cette dématérialisation est la suivante : l'immatériel est-il une libération (notamment de la propriété) ou une nouvelle aliénation ? L'auteur n'examine pas vraiment les deux points de vue : il défend tout au long des 350 pages le point de vue d'une nouvelle aliénation.

Pour ce faire, il développe tout d'abord l'idée que la dématérialisation entraîne une mutation du capitalisme vers un dépassement de la propriété : cet héritage du capitalisme industriel serait aujourd'hui un poids dont il faut se débarrasser, tant pour les entreprises que pour les industriels. S'il correspond en effet à une réalité que l'on ne peut pas nier, ce point de vue est tout de même largement lié à la conjoncture de l'écriture de l'ouvrage. Par exemple, la « fin de l'épargne » décrite a une part de réalité (il suffit d'observer les phénomènes de surendettement), mais est surtout propre à l'économie américaine : l'Europe est toujours un continent d'épargnants. Par ailleurs, la crise des *subprime* a provoqué un certain retour de

bâton de ce type de comportements d'endettement. Enfin, si les USA épargnent peu, ce n'est pas le cas de la Chine : cela doit sans doute être également pris en compte dans l'analyse.

Sur cette question du dépassement de la propriété, une question reste en suspens : dans cette économie où chacun loue un bien ou un accès, qui est propriétaire des infrastructures ? Les « magnats » ne sont-ils que les *gatekeepers* ? Si on loue, c'est que quelqu'un a intérêt à nous louer, et réalise donc des profits grâce à cette location. Cette question du rapport entre propriétaires et locataires aurait sans doute mérité de plus amples développements.

Jeremy Rifkin développe ensuite l'idée que cette mutation du capitalisme entraîne son approfondissement dans ce qu'il appelle le « capitalisme culturel ». Il fait brièvement référence à Karl Polanyi, dont l'analyse est pourtant le soubassement théorique de tout l'ouvrage. Selon cet auteur, le mouvement capitaliste est celui de « l'encastrement » du social dans l'économie : c'est le développement des *enclosures* notamment. Or, selon Rifkin, la dématérialisation entraîne un encastrement encore plus profond, puisque toute la vie de l'individu et toute la sphère culturelle sont amenées à être marchandisées.

Cet éclairage théorique sur l'histoire récente est extrêmement puissante : face au recul des États-Nations et des États-Providence, et avec le développement des réseaux virtuels, une partie de la vie de l'individu est enchâssée dans des relations qui, aussi gratuites qu'elles soient souvent aujourd'hui (sur Internet), n'en sont pas moins marchandes. On pourrait ainsi parler de « facebookisation » de la vie amicale, familiale, voire politique depuis que le militantisme passe par ce *gatekeeper*.

Mais Rifkin, dont l'ouvrage est au final un manifeste pour le développement du « tiers-secteur » et l'imposition d'un « droit à l'accès » pour tous, oublie de présenter l'autre aspect de la problématique : et si l'immatériel pouvait permettre une libération ? On voit ainsi se développer depuis plusieurs années des formes d'organisations et de communautés virtuelles en-dehors du marchand ou à sa frontière. Avec des sites Internet tels « La Ruche qui dit oui », « Airbnb », « Marmiton », « Supermarmite » ou encore « Zipcar », des individus se regroupent par le virtuel pour échapper aux logiques marchandes traditionnelles. Pour « réencastrent l'économie dans le social ».

Jeremy Rifkin semble s'inquiéter de l'éparpillement du « moi » qu'engendre le capitalisme culturel, de la capacité croissante des individus à se créer des identités différenciées selon les contextes, et donc à finalement ne pas avoir d'identité (notamment territoriale). Mais ce phénomène n'est peut-être pas si récent : en lisant L'Homme pluriel de Bernard Lahire⁵, on

⁵ Lahire Bernard, L'Homme pluriel, Nathan, 1998.

comprend ainsi qu'un individu peut avoir une identité différente en fonction des cercles dans lesquels il évolue (dans la vie « réelle », et non virtuelle). Nous pouvons également penser que les différentes « identités » que l'individu peut prendre dans le monde virtuel correspondent, au moins en partie, à ses identités réelles. Autrement dit, que l'individu choisit les réseaux dans lesquels il s'insère et ainsi les identités qu'il aura.

Lorsque Rifkin s'inquiète de la disparition de la culture et du rapport au territoire, nous pouvons lui objecter que, peut-être, l'individu peut choisir d'accéder à des réseaux relatifs à sa propre culture et à son territoire : l'immatériel peut être un atout pour la sociabilité locale.

En conclusion, Jeremy Rifkin pose les bonnes questions et décrit de façon très précise les évolutions du capitalisme vers la marchandisation de la vie complète de l'individu. Mais nous aurions pu attendre qu'il en étudie davantage les réactions : n'y a-t-il pas, dans ce domaine également, de dialectique entre le processus d'évolution du capitalisme et des entreprises et la vie des individus et des cultures ? La réponse est-elle alors nécessairement du côté d'une action de l'État, ou bien peut-on penser que les individus et les groupes sociaux vont réagir et s'adapter ?

4. Bibliographie de l'auteur

- **2012** – *La Troisième révolution industrielle*, Paris, Les Liens qui libèrent Éditions, 380p.
- **2011** – *Une nouvelle conscience pour un monde en crise*, Paris, Les Liens qui libèrent Éditions, 656p.
- **2005** – *Le Rêve européen*, Paris, Fayard, 564p.
- **2002** – *L'Économie hydrogène*, Paris, La Découverte, 330p.
- **1998** – *Le Siècle biotech*, Paris, La Découverte, 445p.
- **1996** – *La Fin du travail*, Paris, La Découverte, 460p.
- **1979** – *Les Apprentis sorciers*, Paris, Ramsay, 236p.

5. Références

- Gaulet F, « Jeremy Rifkin - « La fin du travail » », Fabrice Gaulet, dernière mise à jour en 2001 <http://membres.multimania.fr/fabriceg95/FG-FL-rifkinlafindutravail.htm>
- Lahire B, L'Homme pluriel, Nathan, 1998.
- Polanyi K, La Grande transformation, 1944.
- Pages wikipedia :
 - “Jeremy Rifkin”, Wikipedia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Jeremy_Rifkin
 - “Jeremy Rifkin”, Wikipedia, http://en.wikipedia.org/wiki/Jeremy_Rifkin
- Page du site de la Foundation on Economic Trends :
<http://www.foet.org/JeremyRifkin.htm>